



Déclaration liminaire de

SUD éducation

CAPD du 30 août 2018

Nous aurions voulu souhaiter un bon début d'année à l'ensemble des personnels. Nous leur souhaiterons du courage pour accompagner leur motivation et leur engagement.

En effet elle ne se déroule pas sous les meilleurs auspices, car le gouvernement et le ministère multiplient les annonces de reculs sociaux depuis quelques mois.

Le gouvernement a en effet un plan pour les fonctionnaires, le « plan action publique 2022 » : rétablissement du jour de carence, baisses de salaire (par l'augmentation de prélèvements obligatoires comme la CSG), suppressions massives de postes, gestion toujours plus managériale où les personnes deviennent des ressources humaines...

Ce plan s'inscrit dans la continuité des reculs sociaux qui ont été au cœur des politiques d'atomisation des services publics depuis plusieurs décennies. Ces recettes, présentées comme nouvelles, ne sont que le recyclage de préceptes libéraux appliqués depuis les années 80. Ce qui est frappant, c'est combien l'attaque que le gouvernement porte contre les services publics et la fonction publique s'accélère.

Le ministre J.-M. Blanquer défend une conception à la fois libérale et réactionnaire de l'école. Passéiste, il entend ressortir de la naphtaline l'école des années 50 : il modifie les programmes en catimini et contre l'avis de la quasi unanime des syndicats, il vise la mise au pas des enseignant-e-s et l'application de bonnes vieilles méthodes. Libéral, il compte écarter les syndicats du traitement des carrières, s'attaquer aux mutations au profit de postes à profil, multiplier les heures supplémentaires tout en baissant les salaires, mise en concurrence des établissements et des collègues entre eux au nom de l'évaluation permanente...

À travers ces attaques contre l'école, ce sont surtout les classes populaires qui sont directement visées. Le tri social opéré à l'entrée dans l'enseignement supérieur par Parcoursup en constitue une preuve manifeste. Les coups portés aux lycées professionnels comme aux lycées généraux et technologiques auront pour effet mécanique de transformer les élèves en autant d'auto entrepreneurs et entrepreneuses de leur scolarité, les rendant individuellement responsables de leur échec. C'est un procédé bien commode pour se soustraire à la critique quand on cherche activement la destruction de l'école. L'école de Blanquer est une école de la violence sociale, qui s'exerce à la fois sur les personnels et les publics.

A l'école du chacun pour soi, nous opposons l'école pour toutes et tous.

Pour les élèves, pour les personnels et pour l'école publique, nous continuerons à créer du collectif pour une autre école et une autre société d'égalité et de solidarité.